

Elections 2019 : chaque parlement se rapproche (un peu, beaucoup) de la parité

Les élues sont un peu plus nombreuses dans les différentes assemblées. Du côté francophone, proportionnellement, Ecolo et le MR amènent plus de femmes.

ELODIE BLOGIE
CÉDRIC PETIT

Il y a une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne, d'abord : dans tous les parlements du pays, le nombre de femmes élues progresse. La moins bonne, c'est qu'à ce rythme-là (une augmentation de 2,5 % en moyenne), pour atteindre une réelle parité dans nos hémicycles, nous devons encore attendre au moins trois scrutins électoraux... soit 15 années ? Voire. « La proportion de femmes augmente réellement partout, souligne Silvia Erzeel, assistante en sciences politiques à la VUB, qui a présenté une thèse sur la représentation politique des femmes dans les parlements nationaux et régionaux en Europe. Même si cela ne progresse que de 2 ou 3 %. A un tel stade, on ne peut plus s'attendre à un bond de 5 % d'un coup – comme cela peut arriver quand on passe de 30 à 35 %, par exemple – car on est trop proche des 50 %. Cela se fera petit à petit. »

1

Les efforts des partis et des électeurs

Pour Petra Meier, politologue à l'université d'Anvers, et spécialiste des questions d'égalité, la proportion croissante de femmes élues correspond à une évolution naturelle... depuis que la parité a été imposée sur les listes, soit pour la première fois en 2004. « Ces quotas ont à l'époque suscité des discussions, rappelle-t-elle. Mais à partir du moment où ils se maintiennent, où de plus en plus de femmes entrent donc en politique, y restent, il y a un effet de normalisation. » « En Flandre, les partis ont réellement fait des efforts, ajoute Silvia Erzeel. Du côté du SP.A par exemple, les femmes représentaient 62 % des têtes de liste. » Mais la plus forte proportion de femmes élues du côté francophone

tient aussi aux partis qui ont engrangé des percées plus spectaculaires. « On sait qu'Ecolo et le PTB portent une attention particulière à cette question, décrypte Emilie Van Haute, politologue à l'ULB. La croissance de ces partis et les changements de rapports de force expliquent aussi la croissance des femmes élues. » Du côté francophone, le PTB aura 12 élues pour 16 hommes, là où son aile flamande en comptera seulement 2 sur 8 (dans le graphique, nous avons associé les deux).

Quant à l'électeur, aucune donnée ne précise pour l'heure s'il s'est montré sensible au sexe des candidats. Les électeurs écologistes de la capitale font cependant exception : « Le vote féminin est très marqué, remarque Emilie Van Haute. Quand on observe les voix de préférence, les candidates, en alternance avec les candidats sur la liste selon le principe de la tirette, ont à chaque fois près de deux fois plus de voix que les hommes. Cela révèle une stratégie des électeurs, qui ont voté systématiquement pour les femmes de la liste. » Au parlement bruxellois, Ecolo et le PTB ont d'ailleurs plus d'élues que d'élus. L'assemblée a vu sa proportion de femmes passer de 40,4 % à 43,8 % (mais cela reste moins élevé qu'en 2004, où on se situait à 46 %).

2

Le parlement flamand quasi à la parité

Et le meilleur élève est... le parlement flamand, avec près de 47 % de femmes ! L'élément décisif est à chercher du côté de la taille des circonscriptions électorales, comme le pointent unanimement les trois expertes. Comme les circonscriptions flamandes sont beaucoup plus grandes que les circonscriptions wallonnes, chaque parti envoie davantage d'élus... ce qui multiplie les chances de compter des femmes parmi les députées. En Wallonie où 41,3 % des élus sont des femmes (contre 40 % en 2014), lorsqu'un parti n'envoie qu'un seul élu pour sa circonscription, celui-ci sera plus souvent un homme, puisque les têtes de liste étaient majoritairement des hommes. « Plus le gâteau est grand, plus les femmes ont des chances d'en obtenir des parts. Plus il est réduit, plus les places sont chères », résume la politologue de l'ULB.

3

Là où ça bloque

Un parti traditionnel comme le PS a da-

vantage de difficultés à faire émerger des femmes, proportionnellement à son nombre d'élus total. « En ce qui concerne les places les plus visibles, à savoir les têtes de liste et ceux qui poussent la liste, on reste encore loin de la parité, analyse Emilie Van Haute. C'est notamment lié au problème délicat du renouvellement. Certains partis préfèrent capitaliser sur l'existant – des ministres sortants, d'anciens bourgmestres, de gros faiseurs de voix – et restent frileux à les remplacer par des femmes. Là où des partis plus jeunes, ont davantage de latitude pour placer de nouvelles têtes. »

L'enjeu central reste donc la place des femmes en tête de liste, estime la politologue. Et les responsabilités qu'elles prendront dans les différents gouvernements du pays, insiste Silvia Erzeel. « Là où nous devons encore faire des efforts, c'est dans les gouvernements, ou aux postes importants. On l'a vu lors des communales, il y avait plus de femmes élues, mais pas beaucoup de femmes bourgmestres. »

4

Ce qu'on peut encore faire

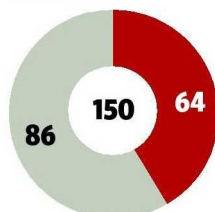
Mais est-il encore possible de prendre de nouvelles mesures pour amplifier la présence des femmes dans les assemblées ? Si le dispositif de la tirette sur les listes électorales était obligatoire lors des dernières communales, elle ne l'était pas pour ce scrutin... Certains partis l'ont appliqué, d'autres pas. Pour Petra Meier, on pourrait encore pousser plus loin, en imposant par exemple la tirette « en miroir » : en plus de l'alternance hommes/femmes sur les listes, la moitié des têtes de liste devraient aussi être féminines.

Mais cela permettrait juste de grappiller encore quelques pour-cents. « Au niveau mondial, nous avons déjà un des systèmes électoraux les plus favorables aux femmes, assure la politologue de l'université d'Anvers. La prochaine étape, ça sera plutôt la parité dans les exécutifs. C'est la dernière étape du pouvoir qui manque encore aux femmes. Cela obligera les partis à mettre plus de femmes en avant, femmes qui pourront ensuite être têtes de liste plus facilement, être plus présentes dans les débats, dans les médias, à la tête des partis, etc. Pour qu'enfin cela devienne une évidence. » A condition, aussi, ajoute l'experte, que les femmes aient envie d'y aller. « Des collègues ont démontré dans une étude que les femmes s'intéressaient moins à la politique. On doit se demander

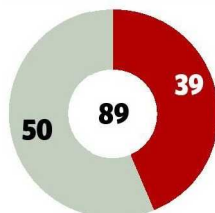
“pourquoi”. Peut-être parce que la politique reste un milieu masculin, voire machiste ? Sans vouloir essentialiser les hommes et les femmes, certaines personnes hésitent peut-être à se lancer dans un monde, où il faut encore sans cesse polémiquer, dénigrer l'autre, etc. »

Une question de culture politique, en somme.

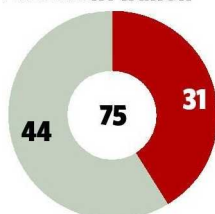
Chambre



Parlement bruxellois



Parlement wallon



Parlement flamand

